

Quelles perspectives après les élections israéliennes ?

David Chemla*

** Secrétaire européen de JCall¹ et président de La paix Maintenant²*

ANALYSE DES RÉSULTATS

Plus d'une semaine après le déroulement des élections en Israël, il est possible d'en tirer un certain nombre d'enseignements qui nous permettent de tracer quelques perspectives pour l'avenir.

Tout d'abord, il faut noter qu'une fois de plus, les résultats ont déjoué toutes les prévisions, qui annonçaient une victoire probable des partis de droite et d'extrême-droite, reflet de la droitisation de la société israélienne. Cette société échappe décidément à toutes les catégorisations réductrices dans lesquelles on veut trop souvent l'enfermer. La place centrale accordée ici au conflit n'est pas la seule fracture divisant la société israélienne et n'a pas été déterminante dans son choix électoral. Deux autres l'ont davantage mobilisée : celle de la fracture sociale grandissante, illustrée par l'ampleur des manifestations de l'été 2011, et celle existante entre la frange de la population qui supporte l'essentiel de la charge de l'État et cette autre partie composée de juifs orthodoxes qui vit à ses dépens.

C'est sur cette question que le parti Yesh Atid (« Il y a un avenir ») créé par un ex-journaliste vedette de la télévision, Yaïr Lapid, a axé sa campagne et qu'il a réussi à mobiliser un électorat laïc et urbain qui, pour une partie, s'était éloigné des urnes ces dernières années. Le résultat est là : mathématiquement, le « bloc de droite » fait presque



Quelles perspectives après les élections israéliennes ?

jeu égal avec le « bloc de gauche » (61/59). Benjamin Netanyahu, à la tête de la liste commune Likoud-Beïtenou, sort affaibli avec 31 députés. Il perd un quart des mandats précédents (42). Mais ce sera certainement lui qui sera appelé par le président Peres à constituer le futur gouvernement. Il a, dès le soir des élections, annoncé qu'il s'engageait à constituer un gouvernement le plus large possible, le préférant à un gouvernement composé avec ses alliés naturels que sont les partis orthodoxes et le parti national-religieux Habayit Hayeoudi (« La Maison juive »).

Yaïr Lapid, dont la liste centriste vient en second avec 19 députés, est le véritable vainqueur de ces élections. Il a déjà annoncé qu'il était prêt à entrer dans un gouvernement élargi au centre pour s'atteler aux réformes sociales sur lesquelles il avait fait campagne. L'autre gagnant de la soirée est Naftali Bennett qui a réussi à multiplier par quatre le nombre de députés du parti Habayit Hayeoudi proche des colons (douze par rapport à trois).

Shelly Yachimovich, la présidente du parti travailliste, qui a fait toute sa campagne sur la fracture sociale, n'a pas atteint son objectif : mobiliser les centaines de milliers de mécontents du mouvement des tentes de l'été 2011. Toutefois, en arrivant troisième avec quinze députés, elle a commencé à redonner une identité social-démocrate à un parti qui, suite aux compromissions passées de Ehoud Barak, avait fini par ne plus avoir de ligne directrice. Mais son refus de s'exprimer clairement sur la question palestinienne, en restant sur des principes très généraux, de peur de se couper d'une partie de son électorat, a certainement contribué à décrédibiliser sa candidature comme future Premier ministre.

Tzipi Livni n'a pas réussi son *come back*. Sa campagne, centrée sur l'urgence d'une reprise des négociations en vue d'un accord avec les Palestiniens, ne lui a permis d'obtenir que six mandats.

Le Meretz, quant à lui, a réussi à doubler le nombre de ses députés, passant de trois à six, et retrouvant une partie des électeurs qui l'avaient quitté pour voter « utile » aux précédentes élections. Il a vu ainsi récompenser sa fidélité à ses engagements, se revendiquant à la fois clairement comme un parti de gauche et en faveur de la création d'un Etat palestinien.

Quelles perspectives après les élections israéliennes ?

Enfin, les « listes arabes » qui avaient dix députés sur les douze députés arabes de la Knesset sortante n'ont pas réussi à mobiliser plus que d'habitude l'électorat des Arabes israéliens. Avec un taux de participation de 57 %, ils obtiennent pour leurs trois listes onze députés alors qu'ils en auraient pu en avoir 18 si le secteur arabe avait voté autant que le secteur juif.

VERS QUELLE COALITION ?

Les tractations vont aller bon train ces prochaines semaines en vue de constituer une coalition qui va devoir faire face à deux enjeux majeurs :

- le budget que le gouvernement précédent n'avait pas réussi à faire voter alors qu'Israël est confronté à un déficit record (7,8 milliards d'euros, soit 4,2 % du produit intérieur brut) et que la crise économique qui l'avait épargné jusqu'à présent commence à se faire sentir ;
- la question palestinienne où la position de *statu quo* du gouvernement sortant ne sera plus longtemps tenable.

Les listes conduites par Benyamin Netanyahu et Yaïr Lapid ne réunissant que cinquante députés, alors qu'il en faut plus de soixante pour avoir une majorité³, le choix du troisième partenaire appelé à former la coalition nous éclairera sur la politique qui sera menée. Le tandem Netanyahu / Lapid doit choisir entre soit la liste de Naftali Bennett, soit celles des partis orthodoxes (le Shas avec onze députés représentant les sépharades et Yahadout Hatorah avec sept députés représentant les ashkénazes).

S'allier avec Naftali Bennett, un ancien homme d'affaires qui a fait fortune dans la high-tech et qui prône l'annexion de 60 % de la Cisjordanie, signifierait que le futur gouvernement axerait sa politique sur une répartition plus équilibrée de la charge de l'Etat entre tous, obligeant notamment les orthodoxes à faire leur service militaire et à travailler. Sur cette question, les religieux nationalistes autour de Naftali Bennett partagent les mêmes analyses que Yaïr Lapid. Ils ont toujours fait leur service militaire et on trouve de

3. Voir l'article du professeur Claude Klein sur le système électoral israélien sur le site de JCall : <http://fr.jcall.eu/>



Quelles perspectives après les élections israéliennes ?

plus en plus de hauts gradés issus de leurs rangs dans l'armée. Un tel choix impliquerait que ce gouvernement ne pourrait prendre aucune initiative sur la question palestinienne, coincé entre la ligne annexionniste de Naftali Bennett et celle modérée de Yaïr Lapid, qui a toujours affirmé son soutien à la solution à deux Etats.

S'allier avec les orthodoxes, plus modérés sur la question des territoires (notamment le Shas), signifierait au contraire que le futur gouvernement privilégierait l'axe politique, se mettant ainsi en mesure de reprendre les négociations avec les Palestiniens. Un tel choix poserait des problèmes à Yaïr Lapid, qui a fait toute sa campagne sur la mobilisation des orthodoxes à l'armée.

L'analyse du vote peut donner une indication des attentes du public. Le taux de participation a été de deux points plus élevé qu'en 2009 (67,8 % par rapport à 65,2 %). Cette augmentation s'est faite surtout dans les villes à majorité laïque, où Yaïr Lapid a obtenu un bon score. On a assisté aussi à une chute du vote pour le Likoud même dans ses bastions traditionnels comme les « villes de développement » (33 % contre 46,6 % en 2009). Il semble donc que la majorité de la population attende du futur gouvernement des initiatives sur ces questions sociétales qui ont un impact plus important sur leur quotidien que la question palestinienne, qui, pour beaucoup, semble insoluble dans l'immédiat. Un récent sondage montre du reste que 57,5 % du corps électoral juif – y compris 52 % des électeurs du Likoud – se disent prêts à endosser un plan de paix selon les lignes de l'accord de Genève, le moment venu.